

Écrit par le 1 juin 2023

Palais de Justice d'Avignon SOS avocats d'enfants et le Barreau organisent une journée interprofessionnelle mardi 15 novembre

L'association SOS Avocats d'enfants du barreau d'Avignon organise, au palais de justice, le 15 novembre, une journée interprofessionnelle portant sur l'autorité parentale et la responsabilité. Plus de 150 personnes dont des magistrats, des professionnels issus des métiers de l'enfance et des médiateurs se sont déjà inscrits. Cette journée se déroulera au Palais de Justice d'Avignon, 2, boulevard Limbert, dans la salle d'audience Voltaire de 9h à 12h et de 14h à 17h.

« La Journée interprofessionnelle a pour objectif de dépasser l'entre-soi, de permettre un échange et une réflexions pour tendre vers une harmonisation des pratiques. » explique Anne-Séverine Gaudet, avocate à Pertuis et présidente de Sos Avocats d'enfants du Barreau d'Avignon. Nous recevons 220 enfants par an en assistance éducative ou en séparation des parents devant le juge des affaires familiales. L'association Sos Avocats d'enfants fête, cette année, ses 25 ans d'activité.

Le programme

En matinée : La gouvernance parentale et le développement de l'enfant, sa construction identitaire et affective face aux apports, manquements parentaux pour les périodes infantile, enfance, adolescence et pré-majorité avec Patrick Fino, psychiatre près de la Cour d'appel d'Aix-en-Provence.

Dans l'après-midi : L'autorité et la responsabilité parentale et les institutions. Pratiques de l'autorité parentale : scolarité, banque, santé et correctifs judiciaires : aide éducative, Dap (Direction de l'administration pénitentiaire), Justice. En présence de Mme Gruson, vice-présidente du Tribunal judiciaire, Pôle affaires familiales, d' »un juge pour enfants, de Mme Rodriguez, chef d'établissement Marie Rivier, de Mme Rouvière conseiller financier SMC.

En savoir plus

L'Association [Sos avocats d'enfants](#) est une Association à but non lucratif créée il y a 25 ans au sein du Barreau d'Avignon composée d'une équipe de 10 avocats ayant au minimum 5 ans d'exercice professionnel et suivant une formation spécifique relative aux droits des enfants :

Ses missions ?

Informers les mineurs (- de 18 ans) sur leurs droits. Les recevoir et les entendre confidentiellement dans leurs plaintes et leurs revendications. Les aider à saisir la justice lorsqu'ils sont victimes (maltraitance,

Ecrit par le 1 juin 2023

agressions, abus sexuels, accident...) Faire entendre la parole de l'enfant dans les procès les concernant : En matière familiale (divorce, garde d'enfants, droit de visite..., séparation..., adoption,... filiation...); En matière de protection de l'enfant devant le Juge des enfants (mesure d'assistance éducative et de placement) ; En matière pénale devant le Tribunal pour enfants lorsqu'ils sont auteur ou victime d'une infraction.

Ses engagements

L'écoute, l'aide, l'accès au conseil et la défense des enfants et des adolescents ; La promotion de la formation d'avocats au conseil et à la défense de la jeunesse ; La recherche sur les droits de la jeunesse et la réflexion collective sur sa défense ; Des actions d'information et d'écoute dans les établissements scolaires et municipaux, sur demande des élèves ou des enseignants ; Des journées d'actions notamment lors de la journée internationale des droits de l'enfant 20 novembre...

Contactez Vos avocats d'enfants

Si le mineur (- de 18 ans) souhaite être assisté dans une procédure le concernant : L'association Vos avocats d'enfants tient des permanences gratuites sans rendez-vous : Tous les mercredis au Palais de justice d'Avignon de 14h30 à 17h 04 90 86 22 39 ou 04 32 74 00 29- 2, Boulevard Limbert à Avignon). Un mercredi par mois au Tribunal de proximité de pertuis de 14h30 à 17h -renseignez-vous sur les jours de permanence au 04 90 86 22 39 ou 04 32 74 00 29. Place du 4 Septembre à Pertuis- Un mercredi par mois au Point Justice de Cavillon de 14h30 à 17h.

Rencontres de l'Eloquence : du grand Art sur la scène du Théâtre du Chêne Noir

Ecrit par le 1 juin 2023



Pour la 18e année consécutive, le Théâtre du Chêne Noir a accueilli les Rencontres de l'Eloquence organisées par le Barreau d'Avignon.

Ce concours - qui est aussi un concours de bonne volonté - permet à de jeunes avocats, récemment inscrits au Barreau de montrer leur talent d'orateur devant leurs pairs mais également devant le public régulier du Théâtre du Chêne Noir. Un constat cependant : le public est venu nombreux mais 3 candidats seulement sont volontaires. Deux femmes et un homme fort courageux car l'exercice est périlleux et risqué. Il en faut du courage pour oser monter sur des planches inconnues avec un public face à soi - et non pas derrière comme dans une salle d'audience - et être jaugé et jugé par ses pairs. Il en faut du courage et du talent pour - après avoir choisi parmi une liste de questions improbables - traiter le sujet en 15 minutes maximum d'une manière sérieuse et légère à la fois.

Un avocat doit-il être éloquent ?

L'éloquence renvoie à deux caractéristiques : l'art de bien parler, de bien s'exprimer et celui d'arriver à

Écrit par le 1 juin 2023

persuader, à convaincre. Alors oui ! La question ne se pose pas. Un avocat doit être éloquent puisque son rôle est de représenter son client et de bien plaider sa cause devant la Cour.

Au talent d'orateur les organisateurs de ces Rencontres ont ajouté l'humour et la liberté de ton qui pointent déjà dans l'intitulé des sujets car c'est aussi de cela qu'il s'agit au vu des thèmes abordés.

Le Bâtonnier Maître Jean-Maxime Courbet ouvre une parenthèse

Maître Jean-Maxime Courbet - lauréat des Rencontres en 2004 et élu Bâtonnier en janvier 2022- voit dans ces Rencontres une parenthèse pour « nous offrir un moment de bonheur, de gourmandise, nous nourrir de bons mots, de phrasés, de diction ». Il nous promet au cours de cette soirée une parole libérée mais aussi domptée et domestiquée. En citant Paul Valéry « la fonction la plus élémentaire d'un être humain est de créer l'avenir » il veut croire que « l'avenir est là présent, derrière ce rideau avec 3 jeunes confrères du barreau d'Avignon. »

'Effets de manches, de regards, de bons mots et même de silence, l'Eloquence est un Art et l'avocat est seul en scène'

Maître Marisa Santa lauréate de l'édition précédente en maîtresse de cérémonie

Choisie pour « chauffer » la salle avant chaque passage, la lauréate de 2021 Maître Marisa Santa (pour mémoire « Faut il allumer le feu ? ») succède à Maître Courbet pour présenter avec humour les 3 candidats nouvellement inscrits au Barreau d'Avignon : 1 homme et 2 femmes en marquant oralement l'écriture inclusive. Elle rappelle la règle du jeu de ces Rencontres. Sur la base du volontariat, une liste de sujets est proposée. Il s'agit de transformer les quelques mots de départ, la question quelquefois absurde ou loufoque en un cheminement logique et drôle et persuader un public juridico-artistique de la pertinence de la réponse.

Maître Nina Dorchies

La peine est-elle aménageable ? Sous des dehors hésitants et timides, la candidate n'a pas hésité à tromper son monde en montant en puissance dans son argumentaire. Elle a choisi de décliner en jeux de mots la peine, les peines de cœur et même les pennes rigata... ainsi que les différents sens d'aménager ou de ménager. Avec en guise de conclusion « Tout reste aménageable quand on a de la peine. »

Maître Alexia Bérard

Plus volubile - qui nous avoue même être chanteuse dans une autre vie - Maître Alexia Bérard a choisi « Peut-on dire d'un mi-grant qu'il est mi-petit ? Sujet farfelu s'il en est que la candidate n'a pas hésité à définir très sérieusement en répondant d'abord à la question qu'est-ce qu'un migrant ? On lui sait gré d'avoir imagé son propos à travers le récit d'un enfant ce qui a emporté l'émotion dans la salle. Puis, très vite, elle a décliné le sujet en multipliant les jeux de mots autour du préfixe mi, tout en rappelant avec humour la mi-toyenneté, d'un mi-grant qui est toujours à mi-chemin.

Maître Michaël Vieira

Le seul candidat masculin a eu à composer autour de « La justice est-elle une balance » ?

Il a choisi de traiter le sujet sous l'angle astrologique tout en emmenant une balance sur scène, afin de capter notre regard interrogateur sur cet objet du quotidien. Si la Balance représente la justice et

Ecrit par le 1 juin 2023

l'équilibre elle ne tranche pas alors que la Justice doit trancher. S'ensuit alors ce que la Justice est ou n'est pas à travers les différents signes astrologiques : forte, courageuse, loyale, belle... De l'humour et même une certaine irrévérence pour conclure plus prosaïquement «La justice est née avant la balance, donc elle ne peut pas être une balance.»

Le jury a mis plus de 30 minutes pour rendre son verdict

Sous la présidence de Madame Florence Berthier, procureure de la République du Tribunal judiciaire d'Avignon, le jury a délibéré pendant plus d'une demi-heure car le niveau était en effet très homogène et de qualité. Mais la Justice devant trancher, c'est Maître Michaël Vieira qui repart les bras chargés de cadeaux, sous l'adhésion de ses deux consœurs heureuses, dans tous les cas, d'avoir participé.

Barreau d'Avignon, la Journée des fiscalistes aura lieu vendredi 6 mai

Le Barreau d'Avignon propose une journée des fiscalistes vendredi 6 mai à destination des chefs d'entreprise et du grand public. Pour cela chacun est invité à venir muni de sa déclaration d'impôt pré-remplie afin de consulter l'équipe d'avocats fiscalistes venus les conseiller gratuitement. La consultation est bien évidemment confidentielle. Cette matinée est organisée par le bâtonnier Jean-Maxime Courbet.

Les infos pratiques

Journée des fiscalistes. Conseils gratuits pour finaliser sa déclaration d'impôt. Venir avec le document pré-rempli. Vendredi 6 mai. Hôtel de Ville d'Avignon. Place de l'Horloge. De 9h à 12h à Avignon.
MH

Le nouveau délit de harcèlement scolaire

Dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes, le Barreau d'Avignon fait le point et réfléchit aux avancées possibles afin de se battre contre les inégalités. C'est ainsi que les Robes noires prennent la parole dans l'Echo du mardi.

Ecrit par le 1 juin 2023

« Le nouveau délit de harcèlement scolaire : une avancée juridique, quelles attentes sur le plan judiciaire ? » C'est à cette question que Maître [Cécile Biscaïno](#), Avocate au Barreau d'Avignon et Membre de SOS avocats d'enfants répond aux lecteurs de l'Echo du Mardi.

Le 24 février 2022 a été votée la création du délit de harcèlement scolaire. Le délit de harcèlement scolaire concerne toute personne au sein de l'institution scolaire : les élèves, les étudiants ou les personnels des établissements scolaires et universitaires.

Les personnes reconnues coupables de harcèlement sont passibles : de 3 ans d'emprisonnement et 45 000€ d'amende lorsque les faits auront entraîné une incapacité totale de travail (ITT) inférieure ou égale à huit jours. La mesure sera durcie si l'ITT excède 8 jours ; jusqu'à de 10 ans de prison et 150 000€ d'amende en cas de suicide ou de tentative de suicide de la victime harcelée. Rappelons que près d'un élève sur dix est concerné par le harcèlement scolaire.

Si « le genre n'est jamais envisagé comme la variable centrale de l'indiscipline et de la violence » selon Sylvie Ayrat, il n'en demeure pas moins que les filles sont encore plus souvent victimes que les garçons.

Quoiqu'il en soit, la protection des mineur(e)s et, au-delà des filles et femmes victimes de harcèlement scolaire ou pas, est un enjeu majeur et symbolique de la journée du 8 mars.

La libération de la parole, la prise en charge psychologique, l'accompagnement juridique et la réponse judiciaire aux harcèlements en tous genres relèvent encore du parcours du combattant.

L'Avocat joue pourtant un rôle central tout au long de ce chemin menant à la Justice pour les victimes et les auteurs.

La création du délit de harcèlement scolaire marque un pas sur le plan juridique reconnaissant la spécificité de ce délit, tant par sa nature que par l'âge des victimes et des auteurs. Les mineurs auteurs de harcèlement ne sont pas que des enfants à qui une réponse éducative doit être faite par priorité. Ils sont aussi des délinquants à qui la Justice demande des comptes. De leur côté, les mineurs victimes doivent être reconnus précisément comme victimes d'un délit commis en milieu scolaire désormais encadré par la Loi pénale.

La question de la responsabilité des établissements scolaires devra également être envisagée.

En parallèle, la prévention demeure fondamentale sur le plan éducatif et civique. Les Avocats de l'Association SOS AVOCATS D'ENFANTS du Barreau d'Avignon y participent d'ailleurs depuis plusieurs années. Ils accompagnent également les mineurs victimes dans toutes les procédures qui les concernent.

Ne l'oublions pas ; le 8 mars concerne aussi nos filles, les femmes citoyennes de demain !

Cécile Biscaïno

Maître Cécile Biscaïno est avocate au Barreau d'Avignon et membre de SOS Avocats d'enfants. Elle exerce 26,avenue jean Monnet à Morières-lès-Avignon. 09 81 97 10 77.

Ecrit par le 1 juin 2023

biscaino@gmail.com

MH

A partir de quand un(e) collègue un peu trop entreprenant(e) est-il ou elle en train de vous harceler sexuellement ?

Dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes, le Barreau d'Avignon fait le point et réfléchit aux avancées possibles afin de se battre contre les inégalités. C'est ainsi que les Robes noires prennent la parole dans l'Echo du mardi.

La question est la suivante : à partir de quand un(e) collègue un peu trop entreprenant(e) est-il ou elle en train de vous harceler sexuellement ? Interroge [Jean-Luc Braunschweig-Klein](#), avocat au Barreau d'Avignon.

Les agissements constitutifs d'un harcèlement sexuel

Aucun salarié ne doit subir des faits (article L1153-1) :

- Soit de [harcèlement sexuel](#), constitué par des propos ou [comportements à connotation sexuelle](#) répétés qui soit portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant, soit créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante ;

-Soit assimilés au [harcèlement](#) sexuel, consistant en toute forme de pression grave, même non répétée, exercée dans le but réel ou apparent d'obtenir un acte de nature sexuelle, que celui-ci soit recherché au profit de l'auteur des faits ou au profit d'un tiers.

Le contrôle du juge sur l'existence du harcèlement sexuel

Pour se prononcer sur l'existence d'un [harcèlement sexuel](#), au vu les articles L. 1153-1 et L. 1154-1 du code du travail, il appartient au juge d'examiner l'ensemble des éléments présentés par le salarié, en prenant en compte les documents médicaux éventuellement produits, et d'apprécier si les faits matériellement établis, [pris dans leur ensemble](#), permettent de présumer l'existence d'un [harcèlement](#). Dans l'affirmative, il revient au juge d'apprécier si l'employeur prouve que les agissements invoqués ne sont pas constitutifs d'un tel [harcèlement](#) et que ses décisions sont justifiées par des éléments objectifs étrangers à tout [harcèlement](#).

Ecrit par le 1 juin 2023

L'arrêt de la Cour d'appel infirmé

Pour dire que la salariée n'a pas subi de harcèlement sexuel et la débouter de ses demandes à titre de dommages-intérêts pour harcèlement sexuel et au titre de la nullité du licenciement et des indemnités afférentes, l'arrêt retient que les éléments présentés par l'intéressée, considérés dans leur ensemble, s'ils constituent un comportement inadapté sur le lieu de travail, ne laissent pas présumer l'existence d'un harcèlement sexuel.

La décision d'infirmer de la Cour de cassation

En se déterminant ainsi, alors que la salariée soutenait que son supérieur hiérarchique avait reconnu avoir été entreprenant à son égard et que l'employeur avait sanctionné ce dernier par un avertissement pour comportement inapproprié vis à vis de sa subordonnée, la cour d'appel, qui n'a pas pris en considération tous les éléments présentés par la salariée, n'a pas donné de base légale à sa décision.

Sources : *Cass. soc., 08-07-2020, n° 18-23.410, FS-P+B, Infirmer*
[Jean-Luc Braunschweig-Klein](#)

Du même auteur :

[Comment les juges caractérisent le harcèlement moral](#)

[Rupture conventionnelle et harcèlement ne font pas bon ménage](#)

<https://klein-avocat-avignon.fr/2019/02/05/le-harcelement-moral-peut-il-affecter-la-validite-dune-rupture-conventionnelle/> Jean-Luc Braunschweig-Klein intervient tant en matière de conseil que de contentieux, principalement en droit pénal, droit du travail et droit de la protection sociale. 34, rue Banasterie à Avignon. Site internet [ici](#).

MH

Procréation médicalement assistée, que dit la Loi ?

Dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes, le Barreau d'Avignon fait le point et réfléchit aux avancées possibles afin de se battre contre les inégalités. C'est ainsi que les Robes noires prennent la parole dans l'Echo du mardi.

«L'AMP (assistance médicale à la procréation), son nom officiel, est plus communément appelée PMA (procréation médicalement assistée) détaille [Clémence Marino-Philippe](#), avocat au Barreau d'Avignon. Son but est de permettre à un couple qui ne le peut pas d'avoir un enfant, au moyen de différentes techniques médicales (insémination artificielle, fécondation in vitro, accueil d'embryon).

Jusque-là réservée aux couples hétérosexuels en âge de procréer et dont au moins l'un des deux membres est stérile ou porteur d'une maladie grave, susceptible d'être transmise au conjoint ou à l'enfant, la loi du 7 juillet 2021 relative à la bioéthique élargit l'accès à l'assistance médicale à la PMA aux couples de femmes et aux femmes célibataires.

Un nouveau mode de filiation est mis en place pour les enfants nés par PMA de couples de femmes. Les femmes concernées devront établir devant notaire une reconnaissance conjointe de l'enfant avant sa naissance.»

Clémence Marino-Philippe

Clémence Marino-Philippe est Avocat au Barreau d'Avignon. Elle intervient notamment en Droit de la famille, Droit du dommage corporel, Droit de la propriété intellectuelle et Droit public et assure auprès de ses clients un rôle de conseil et de représentation en justice. Elle exerce 210, avenue de la Cigalière au Thor. A la sortie de L'Isle sur la Sorgue. 04 84 36 00 30 MH

« Couvrez ce sein que je ne saurais voir ! »

Dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes, le Barreau d'Avignon fait le point et réfléchit aux avancées possibles afin de se battre contre les inégalités. C'est ainsi que

Écrit par le 1 juin 2023

les Robes noires prennent la parole dans l'Echo du mardi.

«*Couvrez ce sein que je ne saurais voir. Par de pareils objets les âmes sont blessées. Et cela fait venir de coupables pensées*» écrivait Molière dans Tartuffe en 1669, » rappelle [Elise Vail](#), avocat au barreau d'Avignon.

« Force est de constater que quatre siècles plus tard, le corps de la femme demeure tellement sexualisé dans nos sociétés qu'on en vient à oublier que nous sommes des mammifères, vivipares capables de nourrir nous-mêmes nos enfants, et que rien n'est plus naturel.

Nous ne devrions pas nous en cacher, nous ne devrions pas avoir à le revendiquer, et allaiter ne devrait pas devenir un acte de militantisme.

Ces derniers mois, nombreuses sont les histoires rapportées dans les médias de femmes, invitées plus ou moins violemment, à se cacher pour allaiter. L'argument qui revient - quand il y en a un- c'est la prétendue atteinte à la pudeur et l'exhibition que constituerait le fait d'allaiter son enfant dans un lieu public.

Pour rappel, le délit d'attentat à la pudeur n'existe plus et celui d'exhibition sexuelle réside dans « *l'exécution en public ou dans un lieu accessible à la vue de tous d'actes sexuels sur soi-même ou la personne d'autrui* » (Article 222-32 du Code Pénal).

Si caractère sexuel il y a dans le fait d'allaiter, ce n'est que dans le regard de celui qui s'en offense et sur ce terrain, le chemin est encore long. En France, aucun texte n'interdit à une femme d'allaiter dans l'espace public, et la recrudescence des agressions que subissent les mères allaitantes a poussé une députée à déposer à l'Assemblée Nationale une proposition de loi visant à créer un délit d'entrave à l'allaitement.

Le code du travail a ses propres dispositions destinées à faciliter l'allaitement des femmes sur leur lieu de travail afin qu'elles n'aient pas encore à choisir entre leur carrière professionnelle et leur liberté d'allaiter leur enfant.

La liberté de chaque femme à disposer de son corps, la liberté d'allaiter ou non, et la possibilité de le faire sans se couper du lien social doit être préservée au même titre que leurs autres droits sur lesquels nous, avocats, veillons chaque jour.»

Elise Vail

Maître Elise Vail, avocat du Barreau d'Avignon. Elle intervient, notamment, en Droit pénal et Droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine et assure, auprès de ses clients, un rôle de conseil et de représentation en justice. Elle exerce 36, rue Henri de Savorin à Lourmarin. [07 85 90 21 05](tel:0785902105).

MH

L'accompagnement des femmes cheffes d'entreprise

Dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes, le Barreau d'Avignon fait le point et réfléchit aux avancées possibles afin de se battre contre les inégalités. C'est ainsi que les Robes noires prennent la parole dans l'Echo du mardi.

« L'accompagnement des femmes se fait aussi au côté des femmes cheffes d'entreprise, confrontées, parfois, à la solitude de leur position, » relève Bénédicte Anav, avocat au Barreau d'Avignon.

Leur leadership se caractérise par l'affirmation d'une réelle intelligence émotionnelle, ce qui peut être un facteur de mesure.

A l'inverse, les femmes cheffes d'entreprise ne se retrouvent pas toujours dans les caractères masculins ayant traditionnellement codés la notion de pouvoir.

Pour autant, la société évolue et les qualités de gratitude, d'humilité et de respect ont montré des résultats efficaces y compris en terme de productivité.

Reste que les difficultés sont réelles, qu'il s'agisse de contrer toutes les formes du patriarcat ou de gérer son équilibre personnel et professionnel.

Les femmes peuvent être aidées collectivement au sein d'Associations œuvrant pour l'entrepreneuriat féminin, leur objet commun étant de répondre aux questions pratiques et de réassurer la confiance dans les moments de doute.

Elles peuvent aussi être aidées et défendues à titre individuel par les Avocats, que ce soit pour définir la structure d'exercice la plus sûre, la meilleure stratégie sociale, fiscale ou encore pour se défendre d'un concurrent déloyal.

Les femmes cheffes d'entreprise sont en route ; elles ont compris que la finalité n'était pas seulement la destination mais aussi le chemin, et, en cela, contribuent à une vision contemporaine de la société. »

Bénédicte Anav

Bénédicte Anav, Avocat. Le cabinet accompagne ses clients autour des problématiques liées aux Droit du travail, Droit de la sécurité sociale et Droit de la santé. 24, rue Guillaume Puy à Avignon. 04 84 51 00 36. <https://www.anav-arlaud-avocat.com/cabinet.htm>

MH

Femmes victimes de violence

Dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes, le Barreau d'Avignon fait le point et réfléchit aux avancées possibles afin de se battre contre les inégalités. C'est ainsi que les Robes noires prennent la parole dans l'Echo du mardi.

«L'évolution majeure depuis quelques années est d'avoir mis en place des instruments pour pouvoir détecter les violences conjugales, pour aider les victimes mais aussi les auteurs, relate [Lina Mourad](#).»

«La prise en charge des plaintes pour violences conjugales se fait de mieux en mieux avec la formation des intervenants tant au niveau des services de police que de gendarmerie, que des juridictions.»

«De nouvelles mesures ont été mises en œuvre comme le téléphone grand danger, les ordonnances de protection mais les nouveaux textes se heurtent dans la pratique encore à des intervenants parfois non formés.»

«Il faut sortir du cliché que la victime est forcément une personne « fragile ». Personne n'est à l'abri des violences conjugales. Beaucoup de victimes de violences conjugales sont entourées, ont un travail, des amis et une famille, pourraient être qualifiées de personnes indépendantes.» «C'est cette indépendance qui va engager les mécanismes de défense de l'auteur : quelqu'un naturellement soumis ne va pas réveiller par exemple la peur de l'abandon chez l'auteur. D'où l'importance d'accompagner tant les victimes que les auteurs pour mettre un terme à cette violence privée longtemps passée sous silence. »

Linda Mourad

Lina Mourad assure auprès de ses clients un rôle de conseil et de représentation en justice. 3, boulevard Paul Chabas à Avignon. 04 90 88 27 49.

MH